

Nous ne pouvons pas nous isoler du reste du monde. Le monde entier connaît un marasme économique. Le monde est en récession. Nous ne pouvons pas nous isoler de cette situation. Il n'y a aucune raison pour que les Canadiens souffrent davantage que les habitants de presque tous les autres pays industrialisés du monde.

Le député de Rosedale (M. Crombie) a signalé que le Canada, qui occupait jusque-là le troisième rang pour son niveau de vie, a régressé et occupe aujourd'hui le 13^e rang, et ce, parce que nous n'avons pas exploité nos ressources. C'est aussi parce que nous avons adopté de mauvaises politiques économiques et financières. Comme l'ont signalé les premiers ministres provinciaux, nous devons absolument baisser nos taux d'intérêt. Nous devons adopter une politique canadienne de taux d'intérêt. Nous devons adopter une politique canadienne de taux d'intérêt. Je le répète, le gouverneur de la Banque du Canada a tout à fait tort, mais même si une politique canadienne des taux d'intérêt entraîne une légère baisse du dollar canadien par rapport au dollar américain, et même si cela nous oblige à contrôler d'une certaine façon les mouvements de capitaux, notre gouvernement doit être véritablement prêt à intervenir. Il doit être prêt à rencontrer des représentants de l'industrie, des syndicats et des provinces, afin de planifier les mesures que nous devons prendre pour relancer notre économie.

Même s'il a souvent manqué à son devoir, notre gouvernement doit sans nul doute se rendre compte que nous avons une foule de choses à faire, et que nous pouvons les faire. Nous avons les effectifs et les matières premières voulues pour cela. Il est évident que notre réseau de transport n'est pas suffisant pour acheminer les importants volumes de céréales, de potasse et de minerai que nous pourrions vendre. Nous devons restructurer fondamentalement tout notre réseau ferroviaire. Qu'avons-nous entendu aujourd'hui? Le CN a annoncé la mise à pied de 1,800 employés dans un très proche avenir. Que peut-on faire de plus stupide? A l'époque où nous devons moderniser notre réseau ferroviaire et, par conséquent, recruter davantage de travailleurs à cette fin, le CN licencie 1,800 employés. Nous devons songer à exploiter nos vastes ressources énergétiques, notamment le pétrole, le gaz et l'hydro-électricité. Au Québec, au Manitoba et en Colombie-Britannique, pour ne mentionner que trois exemples, il existe d'énormes ressources hydro-électriques qui pourraient être exploitées et utilisées pour satisfaire à nos besoins d'énergie au lieu de nos réserves de pétrole et de gaz qui seront disparues pour toujours lorsqu'elles seront épuisées. Les provinces ne peuvent pas s'en occuper pour l'instant parce qu'elles n'en ont pas les moyens. C'est l'un des secteurs où le gouvernement fédéral devrait accepter de prendre l'initiative et de collaborer financièrement avec les provinces pour lancer de nouveaux projets.

● (1620)

Il faudrait prendre des mesures énergiques pour assainir l'environnement. J'ai vu des chiffres qui révèlent que dans certains pays comme la Suède les industries de pâtes et papiers tirent 70 p. 100 de leur énergie de leurs déchets alors que nos

entreprises en déversent la plus grande partie dans nos rivières et nos lacs.

L'emploi

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration sait qu'il y a des milliers de maisons à Winnipeg, comme dans bon nombre d'autres vieilles villes, qui sont plus que centenaires et qui ont besoin de réparations importantes, mais le taux de chômage dans l'industrie du bâtiment atteint peut-être 20 p. 100.

Le Canada est le pays industrialisé du monde occidental qui consacre le moins d'efforts et d'argent à la recherche et au développement scientifiques. L'année dernière, nous avons affecté .9 p. 100 de notre produit national brut à la recherche industrielle. Presque tous les autres pays du monde occidental, de même que le Japon, consacrent entre 1.5 et 2.5 p. 100 de leur produit national brut à la recherche et au développement. On ne peut donc pas s'étonner que ce soit d'autres pays que le Canada qui mettent au point les nouveaux produits, les nouveaux procédés et les nouvelles techniques. L'une des principales raisons du peu d'argent et du peu d'efforts consacrés à la recherche industrielle au Canada, c'est que nos principales industries de fabrication ne sont pour la plupart que des succursales de sociétés multinationales. Ces sociétés ne tiennent pas particulièrement à faire de la recherche au Canada, surtout à une époque de récession. On ne peut pas leur reprocher de confier leurs travaux de recherche industrielle à leur siège social, qui est ordinairement situé aux États-Unis. Qu'est-ce que le gouvernement libéral a fait pour encourager les grosses sociétés à faire plus de travaux de recherche au Canada? Presque rien.

Il y a quelques années, nous avons vu certains chiffres qui indiquaient que la société Ford avait fait des affaires de plusieurs milliards de dollars au Canada, mais que pas un seul de ses chercheurs détenant un doctorat ne travaillait au Canada. Nous devons intensifier nos efforts si nous voulons sortir les industries manufacturières du marasme. Dans notre pays, la majeure partie de ces industries est concentrée en Ontario et au Québec. Or, on supprime tous les jours dans ce secteur de 2,000 à 3,000 emplois. L'Association des manufacturiers canadiens, qui ne passe certainement pas pour être un organisme radical a prévu que d'ici peu 100,000 emplois supplémentaires seraient supprimés.

M. Nielsen: Vous voulez dire 175,000.

M. Orlikow: Aujourd'hui elle a parlé de 175,000 emplois, mais dans un mémoire qu'elle a présenté il y a plusieurs semaines elle parlait de 100,000 emplois. Quel que soit le chiffre qu'on retienne, c'est une catastrophe d'ici quelques mois. Tout le monde dans notre pays, qu'il s'agisse des représentants syndicaux, du patronat ou de l'enseignement, sauf édictement les ministériels, sait que notre pays traverse de graves difficultés. Et au lieu d'y faire face, de réfléchir à ce qu'il a fait et de se rendre à l'évidence que toutes les mesures qu'il a prises au cours des dernières années ont été un échec, le gouvernement nous présente des lignes d'action telles que celles proposées par le ministre de l'Emploi et de l'Immigration aujourd'hui.